



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Luxembourg, le 10 MARS 2020

Sicona-Centre
Monsieur Maurice Probst
12, rue de Capellen
L-8393 Olm

N/Réf.: 95127

V/Réf.: UselV129

Monsieur,

En réponse à votre requête du 16 décembre 2019 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour la réfection d'un chemin vétuste en chemin sablonneux sur le territoire de la commune d'USELDANGE: section C de RIPPWEILER (op der Laach), j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune d'Useldange, section C de Rippweiler, au lieu-dit « op der Laach », conformément à la demande et aux plans soumis.
2. Aucun biotope protégé au sens de l'article 17 de la prédite loi 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution du 1^{er} août 2018 ne sera réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.
3. Les travaux sont à réaliser en dehors de la période de reproduction et de nidification s'étendant du 1^{er} mars à fin août.
4. Les travaux se limiteront sur une longueur de 240 m et une largeur de 4 m.
5. La végétation ligneuse le long du chemin sera conservé.
6. La bande de travail sera réduite au strict minimum.
7. Le site fera l'objet d'un entretien extensif.
8. Les déblais des fondations seront évacués vers une décharge régionale dûment autorisée.
9. Le requérant est en charge de la bonne réalisation de ces mesures de gestion et d'amélioration de l'habitat visées ci-dessus, ainsi que de leur évaluation. Pour le cas où les résultats de cette évaluation ne seraient pas satisfaisants, l'adaptation de la gestion s'impose.
10. Le préposé de la nature et des forêts (M. Mike Van Rijen, tél. 621 202 199) sera averti avant le commencement des travaux.

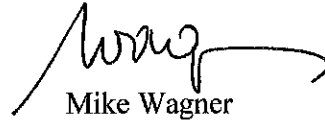
La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations éventuellement requises.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 3 mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Mike Wagner
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-OUEST
- Commune d'USELDANGE